

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 33.778/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

ADVIES 33.778/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense, le 3 juillet 2002, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire", a donné le 21 août 2002 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 3 juli 2002 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de organisatie van de Koninklijke Militaire School", heeft op 21 augustus 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATION GENERALE

Certaines dispositions de l'arrêté en projet sont actuellement sans fondement légal. D'autres trouveraient mieux leur place dans la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire.

Comme en a convenu l'officier délégué, une modification de cette loi s'avère indispensable. Un avant-projet de loi modificatif est d'ailleurs en cours d'élaboration et sera prochainement soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat.

L'attention de l'auteur du présent projet d'arrêté royal est attirée sur ce que l'arrêté en projet ne pourra, en tout cas, entrer en vigueur à une date antérieure à celle de la loi modificative et sera tributaire, quant à sa validité, du choix que le législateur sera amené à faire.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Dispositif

Article 1^{er}

Le 5° en projet assimile le directeur des études au directeur de l'enseignement académique. Or, la loi du 18 mars 1838, précitée, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 22 mars 2001, consacre la fonction de "directeur des études" (article 10 de la loi) et crée une "direction de l'enseignement académique" (article 7 de la loi).

L'assimilation voulue par le projet d'arrêté n'est donc pas reconnue par la loi précitée.

Comme en a convenu l'officier délégué, l'article 10 de la loi du 18 mars 1838, précitée, doit faire l'objet d'une modification afin de supprimer la fonction de directeur des études, ses tâches relevant désormais de la direction de l'enseignement académique. Il est renvoyé, quant à ce, à l'observation générale.

Article 3

Cette disposition détermine les différentes catégories d'élèves pouvant fréquenter l'Ecole royale militaire.

L'article 1^{er} de la loi du 18 mars 1838, précitée, donne déjà une définition de ces élèves en distinguant, d'une part, les candidats officiers de carrière des forces armées qui suivent une formation d'officier et, d'autre part, tout autre élève, ayant ou non la qualité de militaire et possédant ou non la nationalité belge qui satisfait aux conditions d'admission que le Roi fixe et qui a été agréé par le Ministre de la Défense.

Or, l'article 3, 3°, du projet mentionne une autre catégorie d'élèves constituée "des candidats officiers de carrière qui suivent une formation dans un établissement d'enseignement supérieur extérieur à l'école".

Interrogé sur la portée de cette disposition, l'officier délégué a expliqué qu'il s'agit, par exemple, des candidats médecins militaires qui suivent une formation universitaire pour devenir médecin et qui, parallèlement, fréquentent l'Ecole royale militaire pour acquérir la formation militaire. Il en va de même des vétérinaires et des pharmaciens.

Ainsi que l'a indiqué l'officier délégué, ces personnes ne sont pas directement visées par l'article 1^{er}, 1°, de la loi du 18 mars 1838, précitée, qui ne concerne que les candidats officiers de carrière qui reçoivent au sein de l'Ecole royale militaire tant une formation académique qu'une formation militaire.

Cette disposition du projet devrait figurer dans l'avant-projet de loi en préparation qui tend à modifier la loi du 18 mars 1838, précitée.

La même observation vaut pour l'article 6, 1°, du projet en tant qu'il a trait à cette catégorie de candidats officiers de carrière qui suivent un enseignement supérieur à l'extérieur de l'Ecole royale militaire.

Article 8

1. Selon le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, en projet, le directeur de l'enseignement académique est, dans le domaine de la recherche scientifique, assisté par "une cellule de coordination et de gestion" et par "une commission de la recherche scientifique". Or, l'arrêté en projet ne spécifie pas la composition de ces organes, ni les décisions qui lui incombent.

L'arrêté en projet doit être complété sur ces points.

2. En ce qui concerne le paragraphe 2, mieux vaudrait insérer cette disposition dans l'avant-projet de loi en préparation, d'autant qu'il entre dans les intentions du Gouvernement d'inscrire dans la loi elle-même le principe de la liberté académique des professeurs et chargés de cours militaires.

Articles 13 et 14

Ces deux dispositions ont trait, d'une part, à la division préparatoire de l'Ecole royale militaire et, d'autre part, à la division spéciale de cette Ecole.

Selon l'article 7, 3°, de la loi du 18 mars 1838, précitée, ces deux divisions sont intégrées dans la direction de la formation militaire et sportive de l'Ecole.

.../...

Il conviendrait dès lors d'indiquer clairement quelles sont les relations du commandant de la division préparatoire et du commandant de la division spéciale avec le directeur de la formation militaire et sportive.

Articles 19 à 21

1. L'article 19 du projet détermine la composition du "conseil académique" de l'Ecole royale militaire.

Or, la loi du 18 mars 1838, précitée, ne consacre pas l'existence d'un tel organe. En effet, l'article 1^{er}bis, § 3, de cette loi indique la création de deux facultés au sein de l'Ecole ce qui implique la mise en place de conseils de faculté; l'article 7 de la même loi met en place notamment la direction de l'enseignement académique ainsi que la direction de la formation militaire et sportive; quant à l'article 20 de la loi, il dispose que l'organisation intérieure de l'Ecole comprend l'établissement d'un conseil de perfectionnement et d'instruction.

La loi du 18 mars 1838, précitée, n'envisage donc pas la création d'un conseil académique.

Par contre, la loi du 16 mars 1994 relative au statut et aux rétributions du personnel enseignant civil de l'Ecole royale militaire prévoit, notamment, l'intervention du conseil académique dans la nomination des enseignants civils de l'Ecole.

Comme l'a indiqué l'officier délégué, des aménagements de la loi du 18 mars 1838, précitée, sont en projet afin de mieux définir les organes de l'Ecole royale militaire. Quant à la loi du 16 mars 1994, précitée, elle doit également être adaptée à cette nouvelle organisation interne de l'Ecole royale militaire, certaines dispositions continuant à faire référence aux "conseils de division" ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Voir notamment l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 16 mars 1994, précitée.

2. L'article 20 du projet définit les missions du conseil académique. Or, comme il vient d'être souligné, certaines de ces missions sont déjà prévues dans la loi du 16 mars 1994, précitée. Il n'appartient dès lors pas au Roi de définir ces missions, c'est à la loi qu'il appartient de le faire.

Article 22

Cette disposition du projet détermine la composition du conseil de perfectionnement et d'instruction. Parmi les membres de ce conseil, siège le "directeur général human resources".

Il convient de préciser dans le texte en projet que celui-ci a été mis en place par l'article 27 de l'arrêté royal du 21 décembre 2001 déterminant la structure générale du Ministère de la Défense et fixant les attributions de certaines autorités.

Toutefois, le Conseil d'Etat s'interroge sur la présence de ce directeur au sein du conseil de perfectionnement et d'instruction dès lors qu'en vertu de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2001, précité, c'est le directeur général de la formation qui siège dans le conseil de perfectionnement et d'instruction qui "fournit au directeur général human resources, dans le cadre de sa compétence visée à l'article 12, § 1^{er}, 1^o, les éléments relatifs aux formations assurées à l'Ecole royale militaire, à l'Institut royal supérieur de défense et aux écoles pour sous-officiers et relatifs à la méthodologie de formation". C'est également le directeur général de la formation qui est "responsable de l'exécution de la politique de défense arrêtée relative aux formations assurées à l'Ecole royale militaire, à l'Institut royal supérieur de défense et aux écoles pour sous-officiers et relatifs à la méthodologie de formation".

Article 23

1. Cette disposition du projet détermine les compétences du conseil de perfectionnement et d'instruction. Ainsi, il est chargé notamment "de la mise au point des programmes de formation de manière à ce qu'ils répondent aux besoins des forces armées".

Selon l'article 1^{er}ter, alinéa 1^{er}, de la loi du 18 mars 1838, précitée, le principal souci du législateur quant à la formation des militaires au sein de l'Ecole royale militaire, est que celle-ci soit d'un niveau équivalent aux formations universitaires assurées par les Communautés. C'est ainsi que le Roi doit fixer les programmes des matières enseignées au sein des deux facultés en tenant compte des programmes des études universitaires menant respectivement à un grade d'ingénieur civil ou de licencié dans le domaine des sciences politiques, sociales ou économiques.

Comme en a convenu l'officier délégué, il conviendrait de préciser dans la phrase introductive de l'article 23 du projet, que c'est dans le respect de l'article 1^{er}ter de la loi du 18 mars 1838, précitée, que le conseil de perfectionnement et d'instruction est chargé de la mise au point des programmes de formation.

2. Comme il a déjà été indiqué sous l'article 22 du projet, le Conseil d'Etat s'interroge sur les rôles respectifs du conseil de perfectionnement et d'instruction de l'Ecole royale militaire et du directeur général de la formation en tant que ce dernier est notamment "responsable de l'exécution de la politique de défense arrêtée relative aux formations assurées à l'Ecole royale militaire".

Le texte en projet doit être plus explicite sur ce point.

Article 27

Cette disposition détermine les conditions dans lesquelles un élève visé à l'article 1^{er}, 2°, de la loi du 18 mars 1838, précitée, peut être agréé et autorisé à suivre une formation au sein de l'Ecole royale militaire.

Parmi ces conditions, il est question de "réussir un examen portant sur la connaissance de la langue française ou néerlandaise". Le texte en projet n'apporte cependant aucune précision sur le niveau de connaissance exigé pour la réussite de cet examen.

La disposition du projet doit être plus précise sur ce point.

Article 28

Cette disposition du projet habilite le Ministre de la Défense à fixer les conditions financières de l'agrément des élèves visés à l'article 1^{er}, 2°, de la loi du 18 mars 1838, précitée.

Or, selon cette même disposition, il appartient au Roi de fixer les conditions d'admission de ces élèves à l'Ecole royale militaire. En conséquence, ces conditions matérielles doivent être explicitées dans l'arrêté en projet.

La disposition du projet doit être repensée sur ce point.

Article 29

Cette disposition contient également une habilitation au Ministre de la Défense relative à l'élaboration des critères d'appréciation des élèves visés à l'article 1^{er}, 2°, de la loi du 18 mars 1838, précitée.

.../...

Cette habilitation est trop générale et doit être mieux circonscrite par l'arrêté en projet.

Article 46

Cette disposition du projet apporte plusieurs modifications à l'article 47 de l'arrêté royal du 11 août 1994 relatif au recrutement et à la formation des candidats militaires du cadre actif . Ainsi, dans le paragraphe 2, alinéa 3, 2°, en projet, il convient de préciser, comme en a convenu l'officier délégué, qu'il s'agit des résultats des épreuves de sélection quant aux qualités caractérielles et physiques qui sont visées.

Article 63

Il est renvoyé à l'observation générale.

Observations finales concernant la légistique et le texte néerlandais du projet.

Le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Sous réserve des observations de fond qui précèdent, quelques propositions de texte sont faites ci-dessous à titre d'exemple.

Préambule

Dans le visa à l'accord du Ministre du Budget, les mots ", gegeven op" doivent être remplacés par le mot "van".

Dispositif

Article 3

Les mots "genomen in uitvoering van" devraient être remplacés par les mots "uitgevaardigd ter uitvoering van".

Cette observation vaut également pour l' article 4.

Article 4

Il y a lieu d'écrire : "... opgenomen in de bijlage bij dit besluit".

Cette observation vaut également pour l'article 5.

Article 5

Les mots "het eindwerk" devraient être remplacés par les mots "de eindschrijving".

Article 8

Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, il y a lieu d'écrire : "wetenschappelijk onderzoek binnenin de school".

Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, 1°, le mot "verzekeren" devrait être remplacé par le mot "verzorgen".

Dans le paragraphe 4, il y a lieu d'écrire : "Zij mogen in vervangingen voorzien ...".

Article 14

Les mots "die niet aan een promotie aangehecht zijn" doivent être remplacés par les mots "die geen deel uitmaken van een promotie".

Article 15

La première phrase du paragraphe 1^{er} devrait être rédigée comme suit : "De leerlingen krijgen in de school voeding en huisvesting".

Dans le paragraphe 2, la dernière phrase devrait être rédigée comme suit : "Deze verplichting houdt niet in dat gratis over die woningen kan worden beschikt".

Article 22

Aux 5°, 6° et 7°, le mot "aangeduid" doit être remplacé par le mot "aangewezen".

Article 23

Les mots "het op punt stellen" doivent être remplacés par les mots "het opstellen".

Article 27

Au point 1°, il y a lieu d'écrire "de kennis van het Nederlands of het Frans" au lieu de "de taalkennis van het Nederlands of het Frans".

ALGEMENE OPMERKING

Voor sommige bepalingen van het ontworpen besluit bestaat thans geen rechtsgrond. Andere bepalingen horen veeleer thuis in de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School.

De gemachtigde officier heeft beaamd dat het onontbeerlijk blijkt die wet te wijzigen. Er wordt trouwens een voorontwerp van wijzigingswet voorbereid dat binnenkort ter fine van advies aan de afdeling wetgeving zal worden voorgelegd.

De steller van dit ontwerp van koninklijk besluit wordt er opmerkzaam op gemaakt dat het ontworpen besluit in geen geval in werking mag treden voordat de wijzigingswet in werking treedt en dat de geldigheid van het besluit afhankelijk is van de keuze die de wetgever zal maken.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Dispositief

Artikel 1

Volgens het ontworpen onderdeel 5° is de leider der studiën de directeur van het academisch onderwijs. De voormelde wet van 18 maart 1838, zoals die bij de wet van 22 maart 2001 gewijzigd is, bevestigt evenwel het bestaan van het ambt van "leider der studiën" (artikel 10 van de wet) en voorziet in een "directie van het academisch onderwijs" (artikel 7 van de wet).

De gelijkstelling die met het ontwerp van besluit wordt beoogd, wordt door de voormelde wet dus niet erkend.

Zoals de gemachtigde officier heeft beaamd, dient artikel 10 van de voormelde wet van 18 maart 1838 te worden gewijzigd opdat het ambt van directeur der studiën geschrapt wordt en de daarmee verband houdende taken voortaan aan de directie van het academisch onderwijs worden opgedragen. In dit verband wordt verwezen naar de algemene opmerking.

.../...

Artikel 3

In deze bepaling wordt vastgesteld welke onderscheiden categorieën van leerlingen aan de Koninklijke Militaire School les kunnen volgen.

Artikel 1 van de voormelde wet van 18 maart 1838 geeft reeds een definitie van die leerlingen waarbij een onderscheid wordt gemaakt tussen, enerzijds, de kandidaat-beroepsofficieren van de krijgsmacht die een vorming van officier volgen en, anderzijds, elke andere leerling, met of zonder de militaire hoedanigheid en met of zonder de Belgische nationaliteit, die aan de door de Koning bepaalde toelatingsvoorwaarden voldoet en die door de Minister van Landsverdediging aanvaard is.

In artikel 3, 3°, van het ontwerp wordt evenwel melding gemaakt van nog een andere categorie leerlingen, namelijk "de kandidaat-beroepsofficieren die een vorming volgen aan een instelling van hoger onderwijs buiten de school".

Naar aanleiding van vragen betreffende de strekking van die bepaling heeft de gemachtigde officier uitgelegd dat het gaat om, bijvoorbeeld, de kandidaat-legerartsen die een universitaire opleiding volgen om arts te worden en die tegelijk les volgen aan de Koninklijke Militaire School om een militaire vorming te verwerven. Hetzelfde geldt voor de dierenartsen en de apothekers.

Zoals de gemachtigde officier heeft opgemerkt, worden die personen niet rechtstreeks bedoeld in artikel 1, 1°, van de voormelde wet van 18 maart 1838, welke bepaling alleen betrekking heeft op de kandidaat-beroepsofficieren die binnen de Koninklijke Militaire School zowel een universitaire als een militaire opleiding krijgen.

Deze bepaling van het ontwerp dient te worden opgenomen in het in voorbereiding zijnde voorontwerp van wet tot wijziging van de voormelde wet van 18 maart 1838.

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 6, 1°, van het ontwerp, voorzover die bepaling betrekking heeft op die categorie van kandidaat-beroepsofficieren die buiten de Koninklijke Militaire School hoger onderwijs genieten.

Artikel 8

1. Volgens de ontworpen paragraaf 1, derde lid, wordt de directeur van het academisch onderwijs in het domein van het wetenschappelijk onderzoek bijgestaan door "een cel coördinatie en beheer" en door "een commissie van het wetenschappelijk onderzoek". In het ontworpen besluit wordt evenwel niet aangegeven hoe die organen zijn samengesteld noch welke beslissingen ze kunnen nemen.

Het ontworpen besluit moet op die punten worden aangevuld.

2. Paragraaf 2 van dit artikel zou beter opgenomen worden in het in voorbereiding zijnde voorontwerp van wet, temeer daar het de bedoeling van de Regering is het principe van de academische vrijheid van de militaire docenten en hoogleraren in de wet zelf in te schrijven.

Artikelen 13 en 14

Deze beide bepalingen hebben betrekking op, enerzijds, de voorbereidende divisie tot de Koninklijke Militaire School en, anderzijds, de speciale divisie van die School.

Volgens artikel 7, 3°, van de voormelde wet van 18 maart 1838 maken die beide divisies deel uit van de directie van de militaire en sportieve vorming van de School.

Bijgevolg zou duidelijk moeten worden aangegeven welke betrekkingen de commandant van de voorbereidende divisie en de commandant van de speciale divisie onderhouden met de directeur van de militaire en sportieve vorming.

Artikelen 19 tot 21

1. In artikel 19 van het ontwerp wordt bepaald hoe de "academische raad" van de Koninklijke Militaire School is samengesteld.

.../...

In de voormelde wet van 18 maart 1838 is evenwel geen sprake van het bestaan van zulk een orgaan. In artikel 1bis, § 3, van die wet staat immers dat binnen de School twee faculteiten worden opgericht, wat impliceert dat er faculteitsraden worden ingesteld. Bij artikel 7 van diezelfde wet worden inzonderheid de directie van het academisch onderwijs en de directie van de militaire en sportieve vorming opgericht. Ten slotte bepaalt artikel 20 van de wet dat de interne organisatie van de School de instelling van een verbeterings- en opleidingsraad omvat.

In de voormelde wet van 18 maart 1838 is dus geen sprake van de oprichting van een academische raad.

De wet van 16 maart 1994 betreffende het statuut en de bezoldiging van het onderwijzend burgerpersoneel van de Koninklijke Militaire School bepaalt daarentegen inzonderheid dat de academische raad betrokken wordt bij de benoeming van het onderwijzend burgerpersoneel van de School.

De gemachtigde officier heeft aangegeven dat aanpassingen van de voormelde wet van 18 maart 1838 op stapel staan waarin de organen van de Koninklijke Militaire School beter worden gedefinieerd. De voormelde wet van 16 maart 1994 behoort harerzijds eveneens te worden aangepast aan deze nieuwe interne organisatie van de Koninklijke Militaire School, aangezien in sommige bepalingen nog steeds verwezen wordt naar de "afdelingsraden" ⁽¹⁾.

2. In artikel 20 van het ontwerp worden de opdrachten van de academische raad gedefinieerd. Zojuist is er echter op gewezen dat een aantal van die opdrachten reeds zijn vastgelegd in de voornoemde wet van 16 maart 1994. Het komt derhalve niet de Koning toe om die opdrachten te bepalen. Dit is de zaak van de wetgever.

⁽¹⁾ Zie inzonderheid artikel 3, § 1, tweede lid, van de voormelde wet van 16 maart 1994.

Artikel 22

Deze bepaling van het ontwerp legt de samenstelling vast van de vervormings- en opleidingsraad. Tot de leden van deze raad behoort de "directeur-generaal human resources".

Er behoort in de ontworpen tekst te worden gepreciseerd dat hij aangesteld is bij artikel 27 van het koninklijk besluit van 21 december 2001 tot bepaling van de algemene structuur van het Ministerie van Landsverdediging en tot vastlegging van de bevoegdheden van bepaalde autoriteiten.

De Raad van State heeft evenwel vragen bij de aanwezigheid van deze directeur in de vervormings- en opleidingsraad, aangezien krachtens artikel 36 van het voornoemde koninklijk besluit van 21 december 2001 de directeur-generaal vorming die in de vervormings- en opleidingsraad zitting heeft "de directeur-generaal human resources, in het kader van diens bevoegdheid bedoeld in artikel 12, § 1, 1°, (voorziet) van de elementen betreffende de formingen verstrekt in de Koninklijke Militaire School, in het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie en in de scholen voor onderofficieren en betreffende de vormingsmethodologie". Het is eveneens de directeur-generaal vorming die "verantwoordelijk (is) voor de uitvoering van het vastgelegde defensiebeleid betreffende de formingen verstrekt in de Koninklijke Militaire School, in het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie en in de scholen voor onderofficieren, en betreffende de vormingsmethodologie".

Artikel 23

1. Deze bepaling van het ontwerp legt de bevoegdheden vast van de vervormings- en opleidingsraad. Zo is hij inzonderheid belast met "het op punt stellen van de vormingsprogramma's zodanig dat zij aan de behoeften van de krijgsmacht beantwoorden".

Volgens artikel 1ter, eerste lid, van de voornoemde wet van 18 maart 1838 is het de voornaamste zorg van de wetgever, wat betreft de vorming van de militairen aan de Koninklijke Militaire School, dat deze vorming van een gelijkwaardig niveau is als de

.../...

universitaire opleidingen die verstrekt worden door de gemeenschappen. De Koning moet aldus de programma's vastleggen van de aan de twee faculteiten onderwezen materies, rekening houdend met de programma's van de universitaire studies die respectievelijk leiden tot een graad van burgerlijk ingenieur of van licentiaat in het domein van de politieke, sociale of economische wetenschappen.

In de inleidende zin van artikel 23 van het ontwerp behoort te worden verduidelijkt dat de vervolmakings- en opleidingsraad met naleving van artikel 1ter van de voornoemde wet van 18 maart 1838, belast is met het opstellen van de vormingsprogramma's. De gemachtigde officier heeft daarmee ingestemd.

2. Zoals reeds onder artikel 22 van het ontwerp aangegeven is, heeft de Raad van State vragen bij de respectieve rollen van de vervolmakings- en opleidingsraad van de Koninklijke Militaire School en van de directeur-generaal vorming in zoverre deze laatste inzonderheid "verantwoordelijk (is) voor de uitvoering van het vastgelegde defensiebeleid betreffende de vormingen verstrekt in de Koninklijke Militaire School".

De ontworpen tekst moet in dat opzicht duidelijker worden gesteld.

Artikel 27

In deze bepaling wordt voorgeschreven onder welke voorwaarden een leerling bedoeld in artikel 1, 2°, van de voornoemde wet van 18 maart 1838 aanvaard kan worden of hem kan worden toegestaan een opleiding te volgen binnen de Koninklijke Militaire School.

Als een van de voorwaarden wordt genoemd het "slagen voor een examen betreffende de taalkennis van het Nederlands of het Frans". In de ontworpen tekst wordt evenwel niets bepaald over het niveau van kennis om te slagen voor dat examen.

De bepaling van het ontwerp moet in dat verband duidelijker worden gesteld.

.../...

Artikel 28

Deze bepaling machtigt de Minister van Landsverdediging om de financiële voorwaarden vast te leggen voor de aanvaarding van de leerlingen bedoeld in artikel 1, 2°, van de voornoemde wet van 18 maart 1838.

Volgens dezelfde bepaling, komt het echter de Koning toe om de voorwaarden te bepalen waaraan de leerlingen moeten voldoen om toegelaten te worden tot de Koninklijke Militaire School. Bijgevolg moeten die materiële voorwaarden verduidelijkt worden in het ontworpen besluit.

De bepaling van het ontwerp behoort te worden herzien wat dat punt betreft.

Artikel 29

Deze bepaling verleent eveneens een machtiging aan de Minister van Landsverdediging voor de uitwerking van de beoordelingscriteria met betrekking tot de leerlingen bedoeld in artikel 1, 2°, van de voornoemde wet van 18 maart 1838.

Deze machtiging is veel te algemeen en moet beter omschreven worden door het ontworpen besluit.

Artikel 46

Deze bepaling van het ontwerp brengt verschillende wijzigingen aan in artikel 47 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1994 betreffende de werving en de vorming van de kandidaat-militairen van het actief kader. Zo behoort in de ontworpen paragraaf 2, derde lid, 2°, te worden verduidelijkt dat het gaat om de resultaten van de selectieproeven betreffende de karakteriële en fysieke kwaliteiten. De gemachtigde officier heeft daarmee ingestemd.

Artikel 63

Er wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Slotopmerkingen betreffende de wetgevingstechniek en de Nederlandse tekst van het ontwerp

De Nederlandse tekst van het ontwerp is vatbaar voor verbetering. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen, worden hierna bij wijze van voorbeeld enkele tekstvoorstellen gedaan.

Aanhef

In de verwijzing naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting dienen de woorden ", gegeven op" te worden vervangen door het woord "van".

Dispositief

Artikel 3

De woorden "genomen in uitvoering van" behoren te worden vervangen door de woorden "uitgevaardigd ter uitvoering van".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 4.

Artikel 4

Men schrijve : "... opgenomen in de bijlage bij dit besluit".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 5.

Artikel 5

De woorden "het eindwerk" behoren te worden vervangen door de woorden "de eindschrijving".

Artikel 8

In paragraaf 1, eerste lid, onderdeel 3°, schrijf men "wetenschappelijk onderzoek binnenin de school".

In paragraaf 1, derde lid, onderdeel 1°, dient het woord "verzekeren" te worden vervangen door het woord "verzorgen".

In paragraaf 4 behoort te worden geschreven : "Zij mogen in vervangingen voorzien ...".

Artikel 14

De woorden "die niet aan een promotie aangehecht zijn" dienen te worden vervangen door de woorden "die geen deel uitmaken van een promotie".

Artikel 15

De eerste zin van paragraaf 1 behoort als volgt te worden gesteld : "De leerlingen krijgen in de school voeding en huisvesting."

In paragraaf 2 dient de laatste zin als volgt te worden gesteld : "Deze verplichting houdt niet in dat gratis over die woningen kan worden beschikt".

Artikel 22

In de onderdelen 5°, 6° en 7° dient het woord "aangeduid" telkens te worden vervangen door het woord "aangewezen".

Artikel 23

De woorden "het op punt stellen" dienen te worden vervangen door de woorden "het opstellen".

Artikel 27

In onderdeel 1° schrijve men : "de kennis van het Nederlands of het Frans" in plaats van "de taalkennis van het Nederlands of het Frans".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van Staat,

P. HANSE,
P. LEWALLE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPÉRÉE,

assesseur de la section de législation,
assessor van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du
Bureau de coordination a été rédigée par
Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door
Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van
het Coördinatiebureau werd opgesteld door
Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN